

La République et l'Agriculture

Discours de M. Jules Ferry à Senones

Comme nous le disions mercredi, l'ancienne royauté n'a été pour les cultivateurs qu'une longue période de servage et de misères de toutes sortes. L'Union a beau épiloguer, les cahiers de 1789 ne sont pas moins explicites en Bretagne que dans les autres provinces sur les maux dont souffraient l'agriculture.

On sait quel fut le sort des habitants des campagnes sous le premier Empire. La Restauration n'avait d'yeux que pour les nobles et le clergé. Le gouvernement censitaire de 1830 s'arrêtait, dans ses faveurs, à mi-côte, et ne descendait pas jusqu'aux paysans. Le second Empire, en instituant le libre-échange, a été une des principales causes de la crise qui sévit encore dans nos régions agricoles.

La République seule s'est occupée, avec toute la sollicitude que réclamait une si grande cause, de ces vingt-cinq millions d'agriculteurs qui sont les trois-quarts de la nation et que la Monarchie n'en avait pas moins toujours considérés comme une quantité négligeable.

Cette sollicitude de la République pour ceux qui forment les grandes masses profondes du suffrage universel, M. Jules Ferry vient de la rappeler encore une fois, avec le bonheur d'expression qui lui est propre, dans le discours qu'il vient de prononcer à Senones.

A la faveur de la crise dont nous venons de parler, les partis monarchiques ont espéré qu'ils parviendraient à créer dans les campagnes un courant d'opinion contraire à la République. Ils ont

essuyé de faire croire que le régime actuel ne pouvait pas continuer à offrir une protection suffisante aux agriculteurs, tant du point de vue purement matériel qu'au point de vue politique et social. M. Jules Ferry a fait justice de cette manœuvre, a répondu à ces attaques tant de fois renouvelées avec la même mauvaise foi.

Il a revendiqué, comme il en avait le droit, pour le cabinet qu'il a présidé, l'honneur du premier vote qui ait établi une taxe protectrice des céréales et aussi l'honneur des premières réformes opérées dans l'enseignement agricole.

Il a surtout très bien défini la situation d'esprit, la pensée, les vœux des populations agricoles, essentiellement conservatrices dans le bon et le vrai sens du mot, en disant qu'elles veulent « une République qui gouverne et se défende ; une République forte et paisible, armée contre les factions de quelque côté qu'elles viennent, qu'elles se cachent sous le drapeau tricolore ou qu'elles arborent insolemment le drapeau rouge », et en même temps « une République ouverte à tous les progrès. »

Nous allons reproduire presque en entier ce remarquable discours, que nous avons déjà analysé sommairement dans notre dernier numéro :

« M. Ferry parle on commençant des sociétés agricoles. Leur tâche, dit-il, n'a jamais été si haute.

Sous l'influence de causes diverses, il y a dans la population des campagnes, dans cette forte race qui cultive la terre et qui en possède la plus grande partie, un mouvement de découragement qui est un des grands périls de l'heure présente.

Cette profession agricole, la plus noble parce qu'elle est la plus indépendante, la plus solide, la plus saine par l'esprit et par le corps, nous la voyons délaissée aujourd'hui pour le travail de l'usine, dont la servitude pesante ne ressemble guère à l'alternative de rudes travaux et de longs loisirs qui constitue la vie des champs, ou pour le séjour des villes si plein de faux attrait et de cruelles déceptions.

C'est une œuvre de salut public, messieurs, à laquelle nous nous devons tous, que de combattre et d'enrayer cette funeste tendance. Est-ce donc le moment de désertir la terre des ancêtres et d'abandonner l'agriculture, quand toutes les forces sociales s'unissent pour la sauver, quand la société met à sa disposition ses découvertes les plus fécondes, quand l'opinion ne lui a jamais été si favorable, quand les pouvoirs publics s'ingénient pour aider à ses efforts, la relever et la soutenir ?

Messieurs, je ne suis qu'un profane, et j'aurais mauvaise grâce à faire la leçon à des hommes plus compétents que moi ; mais il y a un moment où les vérités scientifiques sont tellement acquises qu'elles appartiennent à tout le monde.

Cette heure est venue pour l'agriculture. Il est aujourd'hui scientifiquement et expérimentalement démontré que le capital terre peut être exploité d'après les mêmes principes et dans les mêmes vues que le capital industriel ; que si l'agriculteur se plaint à bon droit de subir des prix qui ne sont pas rémunérateurs, il a dans les données les plus certaines de la science les moyens d'accroître ses rendements, non seulement par une culture plus perfectionnée, mais par une application raisonnée des engrais chimiques.

Non, messieurs, il ne doit pas être permis de dire que l'agriculture périt sous une destinée fatale. Elle est notre mère

nourricière, et nous ne pouvons nous passer d'elle ; elle veut se sauver, et elle se sauvera.

Dans la noble tâche du relèvement de l'agriculture, les pouvoirs publics ont de grands devoirs à remplir.

L'agriculture leur demande, en premier lieu, une protection suffisante : cette protection doit lui être accordée.

Je ne fais pas de politique, mais j'ai bien le droit de faire de l'histoire contemporaine. Dans ces derniers temps, n'avez-vous pas été, comme moi, frappés de cette prétention, manifestée, par les partis hostiles à la République, d'accaparer le monopole de la tendresse pour l'agriculture ? Il semble qu'avant qu'ils ne se missent en campagne personne n'avait, songé à protéger l'agriculture.

Or, qui donc avait oublié de protéger l'agriculture, si ce n'est le gouvernement impérial en faisant les traités de commerce de 1860 ?

Et qui a empêché l'illustre M. Thiers de rendre à la France la liberté de ses tarifs, si ce n'est la majorité réactionnaire de l'Assemblée nationale en 1872, la même majorité qui devait peu après le jeter bas du pouvoir ?

Qui donc a posé ce principe que l'agriculture a droit à la même protection que les autres branches du travail national ? Qui a obtenu du Parlement la première taxe protectrice pour les céréales, si ce n'est le gouvernement républicain, et notamment, j'ai bien le droit de le rappeler, le cabinet que j'avais l'honneur de présider ?

L'œuvre entreprise ne fait que commencer. »

M. Jules Ferry explique à ce sujet que si la Chambre, d'accord avec le présent cabinet, a cru devoir ajourner la loi nouvelle sur les céréales, la question sera reprise en temps opportun.

M. Jules Ferry rappelle que le cabinet qu'il avait dirigé avait pensé qu'il fallait à l'agriculture d'autres moyens de défense que des lois de tarifs et de protection. Son ministère avait déposé un projet de loi tendant à la création de chambres d'agriculture. Les agriculteurs ne se voient que rarement ; ils n'ont pas de moyens de s'entendre, de conférer sur leurs besoins, de les faire connaître, par des voix autorisées, aux pouvoirs publics.

Il faut à l'agriculture une représentation organique. M. Jules Ferry rappelle aussi que le crédit agricole fait également partie de l'héritage que son administration avait légué à ceux qui l'ont remplacé. Pour les chambres d'agriculture, M. Méline et lui ont repris comme députés le projet de loi qu'ils avaient déposé comme gouvernement. Il y a eu une commission de nommée. Malheureusement, elle ne fonctionne pas aussi vite qu'on pourrait le désirer.

Toutes ces questions sont graves et hautes, reprend M. Jules Ferry dans une admirable péroraison, ou plutôt ce sont les vraies questions. Comme on le sent bien quand on se retrempe au milieu de vous ! Comme on les trouve supérieures aux préoccupations, aux agitations, aux rivalités personnelles, aux intrigues malheureusement inséparables du régime parlementaire ! Il semble qu'ici l'on voie plus clair et de plus haut. Ce que vous demandez aux ministères, c'est de durer ; ce que vous demandez aux Chambres, c'est de travailler.

Vous venez de signifier une fois de plus aux partis coalisés contre la République que leur recette unique, la seule qu'ils vous

proposent pour vous guérir de vos souffrances : « faire une révolution nouvelle », est détestable et que vous n'en voulez pas, que cette protestation incessante tourne à la conspiration et qu'il faut en finir avec ces menées qui agitent le pays et retardent la reprise des affaires. Vous êtes tout prêts à répéter au radicalisme intransigeant et tapageur que ses formules, quand elles ne sont pas creuses et sonores, sont malfaisantes et qu'il ne représente à vos yeux que le vide et l'impuissance dans les doctrines et, dans la pratique, l'anarchie gouvernementale.

« Vous voulez une République qui gouverne, une République qui se défende. Et comme vous êtes, vous qui travaillez et possédez la terre, la plus grande majorité du pays, comme, vous êtes le fondement de toutes choses et la source de la fortune publique, comme vous avez, depuis des siècles, pour faire la France, pour la faire grande et libre, versé pour elle le plus pur de votre sang, vous avez bien le droit d'exiger qu'on vous fasse une République à votre image, une République forte et paisible, armée contre les factions, de quelque côté, qu'elles viennent, qu'elles se cachent sous le drapeau tricolore ou qu'elles arborent insolemment le drapeau rouge, une République ouverte à tous les progrès, mais n'oubliant jamais qu'il n'y a de réformes durables que celles qui sont en rapport avec l'état des esprits et des mœurs et qui sont mûres dans l'opinion, et que le plus grand malheur qui puisse arriver à un gouvernement démocratique, c'est de séparer ces deux éléments de toute vie sociale ; le progrès et l'ordre !

« Messieurs, vous pouvez compter sur vos élus, mais vous devez avant tout compter sur vous-mêmes. Le Parlement, les lois, seraient impuissants à sauver l'agriculture si elle ne voulait se sauver elle-même. C'est sur votre initiative, votre courage, votre ténacité, si bien nommée vosgienne, que repose avant tout votre avenir ; et, retournant un mot célèbre, je vous dirai en terminant : Faites-nous de la bonne agriculture, nous vous ferons de la bonne politique ! (Applaudissements répétés.- Cris : « Vive la République ! ».)

Le Finistère, 28 août 1886
